

CORÉE

Privatisation, conflits et mécontentement

PROE KIM JIN SOO¹

La privatisation en Corée a suscité un débat intense et a été la source de nombreuses mobilisations citoyennes. Si des voix au gouvernement insistent sur le fait que la privatisation renforcera la compétitivité industrielle et supprimera les effets néfastes des monopoles, les syndicats, la société civile et le monde académique proclament qu'elle aura pour effet de drainer la richesse nationale à travers des ventes à l'étranger, de causer la détérioration des services publics et d'aggraver les inégalités sociales. Du fait qu'il n'y a pas de précédent d'une privatisation réussie et que le processus de restructuration est mené sans consensus social, le gouvernement devrait tenter de suivre les conseils des groupes civiques plutôt de poursuivre sur sa lancée actuelle.

Le 11 novembre 2002, le ministre du Budget et de la Planification, Jang Seung-woo, a déclaré que South-East Subsidiary qui s'était séparé de KEPCO (Korea Electric Power Corporation) serait vendu dans l'année. En outre, les deux filiales de la Korea Gas Corporation et certaines parts de la compagnie devaient être vendues au cours de l'année, alors que Korea District Heating Corporation devait être cédée à des propriétaires privés par souscription publique et par appel d'offres. De plus, les filiales de 12 autres entreprises publiques sont en voie de réorganisation. Ainsi, et suivant un calendrier, la privatisation des entreprises publiques doit être accélérée tout au long de 2003.

Entre la nation et le marché

Le développement économique coréen a été mené historiquement par le gouvernement sur la base d'une stratégie 'développement d'abord'. Le gouvernement a non seulement joué un grand rôle dans la distribution, mais est aussi devenu le défenseur de l'industrialisation en établissant des entreprises, les chaebol, des groupes de d'entreprises spécialisées ayant des directions étroitement liées. A la fin des années 80, les chaebol dominaient l'économie de la Corée du sud et étaient en charge de l'expansion de la capacité d'exportation du pays. Par exemple, en 1987, les recettes des quatre plus grands chaebol s'élevaient à 80,7 milliards de dollars US, un chiffre équivalent à deux tiers du PNB total de Séoul. Les 10 plus grands chaebol représentaient, en 1987, 40% du total des crédits bancaires du pays, 30% de la valeur ajoutée de la manufacture et près de 66% de la valeur de l'ensemble des exportations sud-coréennes.

Pohang Steel and Iron Company (POSCO) est typique de l'ancien modèle coréen ; fondée en tant qu'entreprise d'Etat, elle est devenue une des plus grandes entreprises de production d'acier, non seulement en Corée, mais aussi à l'échelle mondiale. Toutefois, après la crise économique à la fin de 1997, en raison des mesures de restructuration et de réforme économique, la privatisation à grande

¹ L'auteur est membre du Comité du bien-être social CCEJ et également du Département du Bien-être social à Kangnam University.

échelle est devenue une politique gouvernementale. Les parts majoritaires détenues par l'Etat dans de grandes firmes telles que POSCO et Korea Telecom ont été rapidement cédées.

Bien que les industries de réseaux telles que les chemins de fer et l'électricité aient été traditionnellement considérées comme étant au-delà de la concurrence en raison du volume économique et de la nécessité de l'intégration efficiente des systèmes, les décideurs ont poursuivi la privatisation en s'inspirant des modèles de l'Angleterre, de la Nouvelle-Zélande, du Japon et de la Californie. En outre, dans sa préoccupation concernant l'évaluation internationale, le gouvernement a accéléré le processus.

Shin Kook-hwan, ministre du commerce, de l'industrie et de l'énergie, a déclaré : « Si nous différons la privatisation, le crédit national de notre économie deviendra un problème. A moins que la restructuration ne se déroule comme prévu, la cote de l'Etat chutera et entraînera pour l'économie nationale une perte s'élevant à des milliers de milliards dollars. »

Si des voix au gouvernement insistent sur le fait que la privatisation renforcera la compétitivité industrielle et supprimera les effets néfastes des monopoles, les syndicats, la société civile et le monde académique s'inquiètent du fait qu'elle aura pour effet de drainer la richesse nationale à travers des ventes à l'étranger, de causer la détérioration de la qualité des services publics, d'aggraver les inégalités sociales et de rehausser les prix fixés par des opérateurs qui ne se préoccupent que de profit (comme dans la crise concernant la production d'électricité en Californie).²

En octobre 2001, les syndicats des entreprises du transport, de l'énergie et du gaz avaient établi, conjointement avec des organisations sociales, le Pan National Committee Against the Privatisation and the Sale Abroad of National Basic Industries (*Comité Pan National contre la privatisation et la vente à l'étranger des industries de base nationales*). Les conflits entre le gouvernement et la société civile concernant la privatisation se sont accrus. A la suite d'une réunion syndicale le 24 février 2002, à laquelle plus de 20.000 syndicalistes avaient participé – et bien que, selon le droit coréen, les employés des services publics n'aient pas le droit de faire grève – les syndicats du rail, du gaz et de l'énergie avaient mené une grève conjointe. Après un accord concernant les secteurs du rail et du gaz, le syndicat de l'énergie – le service public où la privatisation se faisait plus rapidement – a mené une grève de 35 jours, impliquant 5.300 personnes (95% des travailleurs).

Cette grève a montré qu'il n'y avait pas encore de consensus sur la privatisation en Corée ; tout au contraire, le mécontentement généralisé contre le plan de privatisation mis en vigueur s'est accru.

Chemins de fer et énergie : compétitivité contre insécurité de l'emploi

Le gouvernement prétend que la privatisation est une nécessité absolue pour rehausser la compétitivité dans le secteur des chemins de fer. Toutefois, les syndicats y sont opposés parce qu'il y aura moins d'accent sur la fonction de service public, car les lignes qui ne génèrent pas de profit seront fermées et les tarifs augmenteront rapidement. Près de 7.300 employés, occupant presque tous des positions subalternes, ont été licenciés dans le secteur des chemins de fer, après

² En 2001, la Californie a connu une pénurie grave d'électricité découlant de la déréglementation du marché étatique de l'énergie en 1996. La déréglementation avait empêché les services de distribution de répercuter sur les consommateurs la hausse des prix de gros de l'énergie.

1998. En conséquence, l'intensité de travail des employés des chemins de fer s'est grandement accrue et les rotations de 24 heures sont devenues courantes. En 2001, 34 travailleurs du rail ont péri dans des accidents du travail. Le taux d'employés des chemins de fer décédés dans des accidents du travail est de 8,1%, soit quatre fois plus que sur le lieu de travail en général. Pour les syndicalistes, la privatisation équivaut à une réduction accrue du nombre de travailleurs et à l'insécurité de l'emploi.

Dans le secteur de la production d'énergie, le gouvernement projette de vendre KEPCO, un monopole vertical, au secteur privé en séparant la production d'énergie, la transmission et la distribution et en divisant la production d'énergie en cinq parties. La distribution d'énergie est également divisée et un nouveau système (que le gouvernement qualifie de « compétitif ») sera introduit. Toutefois, ce plan se heurte à l'opposition de personnes de tous horizons qui s'inquiètent de l'insécurité de la fourniture et de la hausse des tarifs. Durant la grève des employés de l'énergie, des membres de la société civile, des employés du secteur de l'éducation et des religieux, des chercheurs en science politique et des sociologues ont soulevé des questions en ce qui concerne l'autoritarisme de l'Etat et ont mis en évidence l'absence d'accord public sur la privatisation. Même les jeunes cadres de la compagnie d'électricité ont publié une déclaration critiquant le gouvernement.

Le Dr. Park Tae-joo, un chercheur de l'Institut coréen de l'économie industrielle et du commerce, a mis en évidence une alternative à la privatisation, en proposant une alliance des capitaux privés et publics au sein d'un système compétitif. Dr Park Tae-joo a pris comme exemple le modèle nordique pour l'énergie, où la production et la distribution sont séparées et où des entreprises publiques et privées sont en concurrence. Le Dr Park estime que ceci est un modèle idéal pour la Corée car la sécurité de la fourniture d'énergie et l'autogestion commerciale sont liées de manière organique.

Santé publique, pénurie absolue

Après la crise économique de 1997, l'idéologie et la tendance à la privatisation généralisée ont amené le système de santé publique à introduire une philosophie d'entreprise et à mettre l'accent sur l'efficacité plutôt que sur le service. Les établissements de santé publics ont été cédés au privé.

En raison de la réduction du nombre d'institutions sanitaires publiques et du principe de leur conversion en entreprises compétitives, des problèmes ont surgi, tels que la réduction des services médicaux pour la classe la plus vulnérable et l'accroissement des traitements coûteux axés sur des services qui fournissent de bons profits. De fait, 90% des institutions médicales publiques coréennes sont actuellement financées par des fonds privés. Le système privé de fourniture de soins médicaux et le système de santé publique faible mettent en évidence les carences de la politique étatique.

Les institutions médicales publiques en Corée sont insuffisantes et la plupart des structures sont gérées par des entreprises publiques ou par des commissions civiles. En raison de la restructuration des institutions médicales publiques, qui ne représentent actuellement que 16,7% des institutions médicales du pays, le système de santé publique est devenu plus faible. Le gouvernement a mis en œuvre la restructuration deux fois, en juin 1998 et en juin 2001, et a fermé 164 centres de santé publics. En conséquence, le ratio des lits et des malades potentiels a enregistré une baisse.

A la suite d'une grève récente dans le milieu médical, non seulement le gouvernement, mais aussi des groupes de la société civile et des spécialistes de la santé et de la médecine ont pris conscience de manière très vive de la nécessité d'élargir le système de santé publique. Il semble, toutefois, que dans le court terme, l'expansion et l'amélioration des institutions publiques de santé s'avéreront très difficiles.

Position intenable

L'économie coréenne s'est rétablie de manière admirable depuis la crise de 1997, mais cette reprise a eu des effets secondaires, tels que le creusement de l'écart entre les riches et les pauvres, l'accroissement du nombre de travailleurs à temps partiel et l'augmentation de la dette nationale en raison des dépenses de fonds publics engagées pour surmonter les difficultés économiques. Bien qu'un des résultats les plus vantés de la relance économique soit la forte baisse du taux de chômage (en mai 2002, le taux de chômage était de 2,9%, en baisse par rapport au taux de 3 à 4% en 2001), le pourcentage de travailleurs à temps partiel s'est accru de 51,5% (contre 48,5% pour les travailleurs permanents). En ce qui concerne les travailleurs à temps partiel, les travailleurs temporaires comptent pour 34,3% et les travailleurs journaliers pour 17,1%. La direction contraint souvent les travailleurs à travailler à temps partiel. La baisse du taux de chômage semble être un accroissement de l'instabilité de l'emploi, mais en fait, les emplois sont à présent considérés comme moins sûrs.

L'instabilité de l'emploi est une position intenable pour tout processus de privatisation et en particulier pour le plan actuel de privatisation à travers des ventes rapides. Les sondages montrent qu'un large pourcentage de la population coréenne s'en inquiète énormément. Du fait qu'il n'y a pas de précédent d'une privatisation réussie et que le processus de restructuration est mené sans consensus social, le gouvernement devrait tenter de suivre les conseils des groupes civiques plutôt de poursuivre sur sa lancée actuelle.

Citizen's Coalition for Economic Justice (CCEJ)
<mmm@ccej.or.kr>